

DIAL 3093

ARGENTINE - L'année du Bicentenaire

Adolfo Pérez Esquivel

lundi 1er février 2010, mis en ligne par [Dial](#)

Ce texte rédigé par l'argentin Adolfo Pérez Esquivel, qui avait reçu le prix Nobel de la paix en 1980, propose une réflexion sur la situation du pays deux cents ans après la Révolution de mai 1810 qui avait conduit à la destitution du Vice-roi Baltasar Hidalgo de Cisneros. Il invite aussi les Argentin-e-s à faire de même à l'occasion de l'année du Bicentenaire. Le portrait critique qu'il dresse de son pays contraste avec son enthousiasme optimiste pour des expériences « progressistes » menées dans d'autres pays du continent.

San Isidro [\[1\]](#), le 5 janvier 2010.

Cette année du Bicentenaire rend nécessaire la réflexion et l'analyse de la situation afin de savoir vers où va notre pays actuellement. Les faits sautent aux yeux ; on récolte ce que l'on a semé et nous savons bien que toute société est le résultat de ceux qui la composent.

Le peuple doit analyser les résultats des politiques imposées par l'État et par les provinces pour voir si elles sont vraiment au service de la population ou si, au contraire, elles correspondent plutôt aux intérêts économiques et politiques de certains en privilégiant les entreprises internationales comme, par exemple, les grandes entreprises minières qui saccagent le pays et provoquent la destruction de l'environnement et la pollution de l'eau dont elles font un usage irrationnel. Ces entreprises font une simple déclaration pour dire que tout est bien conforme à la loi et elles emportent l'or, l'argent, le cuivre et les minéraux stratégiques du pays en laissant derrière elles la misère, les maladies et le chômage pour la population.

Rien de tout cela ne serait possible sans la complicité des gouvernants. Le veto présidentiel contre la Loi pour la protection des glaciers [\[2\]](#) en est un bon exemple.

C'est pourquoi il est urgent et nécessaire de réformer la loi sur les entreprises minières, de réglementer l'utilisation des ressources naturelles et de contrôler l'exploitation pour protéger la vie et le droit de la Terre-Mère qui subit l'exploitation et la destruction de l'environnement et ce saccage sans pitié qui ne lui permet pas de retrouver sa vitalité.

Une autre question clé touche à la décision du gouvernement de payer les intérêts de la dette extérieure sans réaliser un audit pour distinguer la dette légitime de la dette illégitime.

Le gouvernement de Néstor Kirchner a versé de l'argent au Fonds monétaire international (FMI). Aujourd'hui, on veut continuer à payer et à être en relation avec un organisme néfaste pour les peuples. En outre, le gouvernement de Cristina Kirchner conduit une politique sans direction claire et prétend payer cette dette immorale et en partie illégitime avec les réserves de la Banque centrale argentine. Il faut absolument réclamer aux autorités de faire tout d'abord un audit sur cette dette extérieure du pays pour savoir ce qui a été payé et distinguer dette légitime et dette illégitime.

Malheureusement le gouvernement manque de volonté politique pour faire cet audit. Il a peur de faire

ressurgir toutes les négociations troubles des gouvernements de la dictature militaire jusqu'à ceux d'aujourd'hui.

Le Dr Alejandro Olmos a organisé un procès sur la dette extérieure et le juge Ballestero a porté le cas devant le Parlement, mais sur décision gouvernementale, il a refusé de conduire une enquête et empêché la réalisation de l'audit.

Un autre thème préoccupant qui n'apparaît pas dans l'agenda des dirigeants politiques et dans la société est le rôle joué par l'armée dans la construction démocratique.

Les soldats de l'armée argentine sont aussi citoyens et citoyennes, ils ne sont pas un appendice de la société. Il faut donc prendre en compte leur participation.

La construction d'un projet pour le pays n'est pas possible si l'armée en est absente. Je parle ici de l'armée démocratique actuelle au service de la souveraineté de notre peuple.

Nous devons nous demander, à l'occasion de ce Bicentenaire, si nous sommes vraiment un pays souverain ou une simple colonie des transnationales, si nous sommes propriétaires ou non de nos ressources.

Un pays qui ne contrôle pas ses ressources et n'a pas la capacité de disposer des industries de base stratégiques, est un pays sans souveraineté.

L'Argentine est un pays sans souveraineté.

Dans cette situation, la question est de savoir quelle conception de la souveraineté nationale a l'armée alors que le pays a perdu toutes ses ressources, qu'il est passé en des mains privées ? Qu'en est-il des valeurs et de la souveraineté du peuple ? Que faut-il comprendre quand on parle de souveraineté : s'agit-il de la souveraineté territoriale ou de la souveraineté du peuple ?

On devrait débattre sur ces questions au niveau national pour savoir qui nous sommes et vers où nous allons.

La réalité nous montre que les ressources naturelles, minérales et énergétiques du pays sont dévastées et saccagées avec une totale impunité. Nous parlons souvent des pauvres mais est-ce que nous nous demandons pourquoi il y a tant de pauvres ? Pourquoi dans un pays aussi riche que l'Argentine nous avons 10 millions de nos compatriotes qui sont pauvres et pourquoi chaque jour 25 enfants y meurent de faim ?

En réalité, l'augmentation de la pauvreté est la conséquence directe des politiques imposées. Les raisons sont variées pour ne pas résoudre ce grave problème de l'augmentation de la pauvreté, quand les paysans et les Indiens sont expulsés de leurs terres et qu'on ne leur accorde pas de crédits, quand il n'existe pas de programme de développement qui les prennent en compte et qu'ils sont obligés de se déplacer vers les banlieues pauvres des grandes villes.

Leurs terres sont vendues à des entreprises internationales, à des grands propriétaires pour l'exploitation minière ou industrielle ou à des producteurs de soja transgénique qui pratiquent la monoculture et provoquent la destruction de la biodiversité en déboisant les forêts naturelles.

Pour ce Bicentenaire, il faut que le peuple s'auto-convoque pour réfléchir, pour comprendre la situation actuelle et pour savoir vers où nous allons.

Il y a beaucoup de force et de résistance dans l'espérance du peuple et dans sa capacité à trouver de nouveaux chemins pour la vie et pour le développement.

Vouloir célébrer ce Bicentenaire sans analyser la situation et sans être convaincus que nous devons être un pays libre et souverain, c'est ne pas voir la réalité.

Nous devons aussi tenir compte des événements actuels qui présagent des périodes tourmentées, comme

le coup d'État civico-militaire au Honduras, comme les tentatives de coup d'État dénoncées par le Président de l'Équateur, Rafael Correa, ou comme l'instabilité et les bruits de bottes au Paraguay contre le Président Fernando Lugo, ou encore le malaise des militaires du Brésil quand le Président Lula essaye de mettre en place une Commission de la Vérité pour savoir enfin ce qui s'est vraiment passé pendant la dictature militaire brésilienne ou encore la Loi de caducité [3] en Uruguay qui n'a pas pu être abrogée lors des deux plébiscites organisés sur cette question.

Les bases militaires états-uniennes dans tout le continent, et en particulier les 7 nouvelles bases installées en Colombie et la présence de la IV^e Flotte états-unienne pour surveiller la région, tout cela met bien en évidence que les intentions du président des États-Unis, Barack Obama, perdent progressivement de leur substance et que sa politique ressemble de plus en plus à celle de George W. Bush.

Les fantômes de la Maison Blanche sont puissants et ils savent que le pouvoir domestique et uniformise.

Il faut, malgré tout cela, résister dans l'espérance. Il y a des signes de résistance et de changement dans le continent.

En Bolivie avec Evo Morales, au Venezuela avec Hugo Chávez, à Cuba avec la résistance et les propositions de Fidel et Raúl [Castro], en Équateur avec Rafael Correa et en Uruguay avec le nouveau gouvernement de Pepe Mujica.

Nous espérons qu'en Argentine, Cristina aura la clarté de vue et la cohérence nécessaire pour avancer dans le processus d'intégration continentale et nous espérons aussi que d'autres pays du continent se joindront à ces nouveaux espaces sociaux, culturels et politiques émergents afin de construire ensemble de nouveaux espaces d'intégration, de liberté et de souveraineté.

- Dial - Diffusion d'information sur l'Amérique latine - D 3093.

- Traduction de Francis Gély relue par DIAL.

- Source (espagnol) : Servicio Paz y Justicia, [SERPAJ Argentina](#), 5 janvier 2010.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, le traducteur, la source française (Dial - <http://enligne.dial-infos.org>) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Ville de la province de Buenos Aires - note DIAL.

[2] À la mi-novembre 2008, la présidente argentine, Cristina Fernández de Kirchner a opposé son veto à la Loi 26.418 de protection des glaciers, adoptée à une large majorité par le Congrès le 22 octobre. Le texte du veto considère que l'interdiction des activités minières et pétrolières dans les zones glaciaires pourraient « affecter le développement économique des provinces concernées - note DIAL.

[3] Loi de point final pour les crimes commis pendant la dictature (1973-1985) - note DIAL.